

Lettre d'information Paris I/IV n°145

SOMMAIRE

- 1. Assemblée générale à Tolbiac contre le rapport Hetzel, la remise en cause de la session de septembre, mardi 27 mars à 12h amphi L**
- 2. Réunion d'information à Malesherbes (Paris IV) jeudi 29 mars sur le rapport Hetzel et les questions locales**
- 3. Bilan du meeting contre la répression à Tolbiac du jeudi 22 mars**
- 4. Bilan de la réunion des étudiants en philosophie du mardi 20 mars**
- 5. La fusion Paris III / Paris IV est sur les rails !**
- 6. Bilan du CEVU de Paris I du jeudi 22 mars et préparation du CA de Paris I de lundi 26 mars**
- 7. Traque des sans papiers et arrestation d'une directrice d'école maternelle : communiqué de solidarité de la FSE Paris I / IV**
- 8. Non à l'extradition d'Angelo (étudiant à Paris VIII) et de ses deux camarades ! Tous au procès d'Angelo !**
- 9. Sarkozy annonce, s'il est élu, une loi dès juillet 2007 permettant aux facs de sélectionner leurs étudiants**
- 10. Mouvement étudiant grec (suite)**
- 11. Histoire du syndicalisme étudiant**
- 12. Informations en bref**
 - 12.1 : La confédération étudiante ment et les médias aux ordres reprennent ses mensonges
 - 12.2 : Sarkozy et Le Pen sur l'Ecole
 - 12.3 : Viva Cuba ! Mon premier long voyage
 - 12.4 : Gilles de Robien, bon élève de l'Europe
 - 12.5 : Urgence sur le Canal Saint Martin : nous sommes en grève de la faim pour la régularisation !

OXYGENE-FSE : local Tolbiac B902, 01-44-07-86-92, oxygenefse@free.fr

Prochaine AG du syndicat (ouverte) : Vendredi 30 mars 18h30 local B902

<http://oxygenefse.free.fr> (site local) <http://www.luttes-etudiantes.com> (site national)

1. Assemblée générale à Tolbiac contre le rapport Hetzel, la remise en cause de la session de septembre, mardi 27 mars à 12h amphi L

Partant du constat fallacieux que l'université est responsable du chômage de masse, le rapport Hetzel préconise la destruction de l'Université publique avec :

- **La mise en place de « l'orientation active »** qui vise à dissuader les enfants des classes populaires de poursuivre des études à l'université (mise en place par la direction de Paris I dès cette année)
- **La soumission du contenu et de l'organisation des diplômes aux intérêts patronaux (professionnalisation)**, la promotion de « l'esprit d'entreprise » à la place du développement des savoirs et de l'esprit critique
- **La possibilité pour les universités de sélectionner leurs étudiants et de fixer elles-mêmes le montant des frais d'inscription** (modèle anglo-saxon)

Sarkozy, Bayrou, Royal, s'inspireront du rapport Hetzel et ont indiqué leur volonté de renforcer l'autonomie des facs. Par exemple, Sarkozy a dit que dès juillet 2007, il proposera (s'il est élu) une loi permettant aux facs de choisir leurs étudiants et de redéfinir les cursus et la recherche en fonction des demandes patronales.

A Paris I, nous venons d'apprendre que **la direction veut à nouveau faire basculer la session de rattrapage en juin** (d'abord dans certains UFR, puis en généralisant l'année suivante). Par ailleurs, la direction souhaite aussi associer Paris I à « **l'opération Phénix** » : il s'agit d'un partenariat avec le MEDEF et des grands patrons où la fac mettrait à disposition ses locaux et ses enseignants pour la formation professionnelle des nouvelles recrues de ces entreprises.

Le futur n'est pas écrit. Il ne tient qu'à nous de refuser le chemin qu'on nous présente comme une fatalité pour mieux nous désarmer. Organisons nous ! Discutons et préparons ensemble la riposte ! TOUS EN AG !

2. Réunion d'information à Malesherbes (Paris IV) jeudi 29 mars sur le rapport Hetzel et les questions locales

Après les élections universitaires, une première réunion sera organisée jeudi prochain : nous évoquerons les grandes menaces qui pèsent sur l'université, ainsi que les problèmes locaux : opération Phénix, fusion Paris III / IV, dispositif d'orientation active à Paris IV, etc.

3. Bilan du meeting contre la répression à Tolbiac du jeudi 22 mars

Le meeting a vu l'intervention d'Hélène Franco, secrétaire générale du syndicat de la magistrature, d'Angelo étudiant à Paris VIII menacé d'extradition, de Faiza (militante à l'AGEN, qui représentait Naïma, syndicaliste à l'AGEN, exclue de Nanterre pour deux ans), de Samy, militant à la FSE Lyon (pour évoquer la répression sur la fac de Lyon II), de militants à SUD Etudiant Tours (qui passent en procès prochainement), de Paolo, étudiant de la Sorbonne qui s'était vu interdire l'entrée à la Sorbonne à l'issue du mouvement anti-CPE, ...

Voici ci-dessous un résumé rapide de l'intervention de Mme Franco.

Hélène Franco a introduit son exposé en indiquant que la pénalisation chassait les autres réponses possibles. On voit se succéder une avalanche de dispositions répressives mises en place par les gouvernements de « droite » comme de « gauche ».

- **La loi Vaillant de novembre 2001 dite de « Sécurité quotidienne »** mise en place pour « calmer les troupes policières » et qui crée de toutes pièces de nouveaux délits passibles de prison (par exemple, les fraudeurs des transports en commun peuvent désormais être mis en prison au bout de 10 infractions)

- **La loi Perben I en septembre 2002 sur les mineurs** : création des centres éducatifs fermés, détention provisoire étendue aux 13-16 ans pour les délits
- **La loi de sécurité intérieure en mars 2003** crée de nouveaux délits (passibles de prison) : mendicité agressive, racolage passif, entrave à la liberté de circulation devant les halls d'immeubles
- **La loi Perben II** déséquilibre la procédure pénale et instaure un nouveau délit « la criminalité en bandes organisées (à partir de 2) où la garde à vue peut aller jusqu'à 96h dès 16 ans. Par contre le délit de « corruption en bandes organisées » n'est toujours pas créé ...
- **La loi de Prévention de la délinquance** adoptée en mars 2007, visant à transformer les travailleurs sociaux en délateurs. Dispositions sur le fichage
- **Les lois sur les étrangers de 2003 et 2006** : instauration de quotas, immigration de travail (retrait du titre de séjour en cas de licenciement)

Hélène Franco a ensuite évoqué le **développement du fichage de la population**. Un rapport rendu par Alain Bauer en novembre 2006 recense 33 fichiers de police et de gendarmerie.

Par exemple, le **STIC** (Système de Traitement des Infractions Constatées) qui recense toutes les personnes mises en cause (qu'elles soient ensuite condamnées ou non) d'un côté, et toutes les victimes de l'autre. Dans ce fichier, on recense les individus selon leur « type physique ».

Autre fichier, le **FNAEG** (fichier national automatisé des empreintes génétiques) créé en 1998. Au début, il ne devait recenser que les « grands prédateurs sexuels », les criminels. Puis en 2001, il a été étendu aux personnes ayant commis des délits (d'ordre sexuel). Enfin, en 2003, il a été étendu à tout autre type de délit (comme de simples dégradations). Par contre, les corrupteurs et corrompus ne figurent pas sur ce fichier.
A noter que les personnes qui refusent le fichage (qui se fait par la salive) risquent la prison (la peine ne donnant pas droit aux remises de peine ordinaires).

4. Bilan de la réunion des étudiants en philosophie du mardi 20 mars

Mardi 20 février, 7 étudiants en philosophie à Tolbiac sont venus à notre réunion d'information suite au dernier conseil. Nous avons discuté essentiellement du rapport Hetzel, et de la nécessité de sensibiliser largement autour de ce rapport. Il a aussi été décidé de préparer ensemble, syndiqués et non syndiqués, l'Assemblée générale du 27 mars.

5. La fusion Paris III / Paris IV est sur les rails !

Dans la précédente lettre d'info, nous avions évoqué la mobilisation à Paris III :

<http://cinquiemecom.gauchepopulaire.fr/index.php/post/2007/03/08/Fusion-Paris-III-Paris-IV--Etudiants-et-Personnels-sen-melent>

Lors du Conseil d'administration de Paris IV du 9 février 2007, M. Pitte, président de Paris IV, a annoncé avoir été contacté par M. Bosredon, président de Paris III, qui lui a proposé une fusion et une réunification de la Sorbonne (attesté par le PV officiel)

Lors du CA de Paris IV du 23 février 2007, la motion suivante a été adoptée : « *Conscientes des proximités entre leur offre de formation et leur recherche, les universités de la Sorbonne-Nouvelle (Paris III) et Paris-Sorbonne (Paris IV) décident de réfléchir à la possibilité d'une fusion en vue d'améliorer la visibilité des Humanités à Paris sur le site même où leur enseignement a commencé il y a 750 ans. Une commission mixte est chargée d'évaluer l'intérêt et la faisabilité d'un tel rapprochement. Elle rendra un rapport d'étape en juin 2007. Au cas où celui-ci serait favorable, il sera organisé une consultation des personnels et des étudiants des universités entre septembre et novembre 2007, avant toute décision des instances.* »

La fusion est donc sur les rails. Les étudiants et personnels de Paris III sont mobilisés contre cette fusion qui entraînerait sans aucun doute une restructuration des cursus, la suppression de certaines filières, une réduction des effectifs enseignants, et une super-présidence renforcée de type managériale.

Enfin, M. Pitte a indiqué (et il a malheureusement raison) – PV officiel du CA du 23 février - « *qu'on s'oriente vers un changement législatif quel que soit le résultat des élections présidentielles* ». Dans ce nouveau cadre, qu'il anticipe, « *Un nouvel établissement réunifié pourrait se mouler plus facilement dans une nouvelle loi* ». Une loi qui changerait la gouvernance des facs (avec des conseils resserrés encore plus ouverts au patronat) et renforcerait leur autonomie sur tous les plans.

6. Bilan du CEVU de Paris I du jeudi 22 mars et préparation du CA de Paris I de lundi 26 mars

Le CEVU prévu jeudi 22 mars n'a pas eu lieu le quorum n'étant pas atteint. Il était convoqué alors que les personnels IATOSS (non enseignants) ne pouvaient pas venir étant à une formation financée par Paris 1. Il y a eu un appel au boycott pour protester contre l'absence forcée des élus IATOSS.

L'élue de la FSE est venue mais a refusé d'émerger, pour éviter que le quorum soit atteint, en solidarité avec les personnels IATOSS. A la place du CEVU, une "réunion informelle" a eu lieu.

La présidence de Paris I a notamment évoqué l'alliance entre Paris I, V, VII (<http://www.univ-paris1.fr/IMG/pdf/jmal56/pcu.pdf>) qui pourrait déboucher sur la formation d'un PRES.

Lors du prochain CA, la FSE présentera les motions suivantes :

Motion sur la session de rattrapage

La CA de l'université Paris I se prononce pour le maintien de la session de rattrapage (pour la totalité des épreuves du 1^{er} semestre et du 2^{ème} semestre) au mois de septembre dans tous les UFR.

Motion contre l'opération Phénix

Charte de l'opération Phénix : http://www.univ-mlv.fr/universite/actualite/images/charter_phenix.pdf

L'opération Phénix – associant universités, MEDEF, Confédération étudiante et 7 grandes entreprises - vise à transformer les universités partenaires en prestataires de service pour les grandes entreprises, par la mise à disposition de leurs locaux pour la formation professionnelle (décidée par ces entreprises) des nouvelles recrues de ces entreprises. Cette opération rentre en contradiction avec la mission de service public des universités. C'est pourquoi le CA de Paris I se prononce contre la participation de l'université Paris I à l'opération Phénix

Motion pour la défense des étudiants sans papiers

Avertissement : Cette motion a été adoptée par le Conseil d'UFR de philosophie mardi 30 janvier

Le CA de Paris I demande à la présidence de l'université de se prononcer publiquement contre les expulsions des étudiants sans-papiers, et de défendre tout étudiant de Paris 1 qui serait menacé d'expulsion du fait de sa situation « irrégulière ». En effet les attaques contre les sans-papiers, et notamment les étudiants sans-papiers se multiplient. Par exemple Daim Sidibe, étudiant de l'université de Toulouse Le Mirail s'est vu renvoyé au mali, et Papé Alé Niang, étudiant en histoire à Paris 1 n'a pu rester que parce que le président sénégalais en personne est intervenu. Une carte d'étudiant doit valoir une carte de séjour et aucune différence ne doit pouvoir être faite entre un étudiant français et un étudiant étranger.

Motion contre les conclusions du rapport Hetzel

Après le mouvement du printemps dernier, le gouvernement a mis en place la commission université/emploi. Il s'agit d'une nouvelle étape du double processus de soumission de l'université aux intérêts patronaux et de précarisation des étudiants et personnels. Ces attaques se divisent en trois grands chantiers :

- Le chantier de l'information-orientation-sélection pour diriger les étudiants, de préférence avec leur accord vers les filières correspondant aux exigences du patronat.*
- Le chantier de la professionnalisation afin de redéfinir le contenu et l'organisation des diplômes en fonction des intérêts du patronat.*
- Le chantier de la restructuration de l'université (mode de fonctionnement, statut des personnels,...) pour la transformer en entreprise autonome de formation de capital humain.*

Contrairement aux discours du ministère et des rapporteurs, le taux d'échec à l'université n'est pas dû à une mauvaise orientation et ce n'est pas l'inadaptation des formations au marché qui est responsable du chômage de masse. Ce qui en est responsable c'est le système capitaliste lui-même et les besoins de la classe patronale de pressurer les salaires pour maximiser les profits.

C'est pourquoi le CA de Paris I se prononce contre les conclusions de ce rapport.

7. Traque des sans papiers et arrestation d'une directrice d'école maternelle : communiqué de solidarité de la FSE Paris I / IV

Vidéo de la "rafle" mardi 20 mars à la sortie de l'école maternelle Rampal (Paris 19ème) : la police vient arrêter un sans-papier, venu chercher son petit-fils à 4 heures...

<http://www.dailymotion.com/video/x1iujj Rafleparisrampal20070320jwarlop>

Les enfants de l'école maternelle ont été témoins de la scène : on voit des images d'enfants présents sur cette vidéo-là (avec le témoignage intéressant d'une prof de philo) :

http://www.dailymotion.com/related/2559007/video/x1iz7q_lejt2zero-police-a-lecole-rampal/1

Communiqué de soutien de la FSE Paris I et IV suite aux incidents du 20 mars 2007

Alors que M. Sarkozy prône l'immigration choisie pendant sa campagne, de nombreux êtres humains, parents et enfants, sont rafélés, arrêtés et renvoyés hors de nos frontières sur son ordre et en application des mesures dont il est à l'origine.

Fort heureusement, des personnes refusent de cautionner cette répression illégitime qui bafoue les droits fondamentaux en allant arrêter des enfants et leurs parents jusque dans les écoles" est bancale. Remplacer par exemple par "Fort heureusement, des personnes refusent de cautionner cette répression illégitime. Les droits fondamentaux sont bafoués et les enfants et leurs parents sont arrêtés jusque devant les écoles.

C'est en tentant de s'interposer que Mme Valérie Boukobza, la directrice d'une école maternelle de Paris s'est trouvée placée en garde à vue pour « outrage et dégradation de biens publics en réunion ».

Les policiers présents ont fait usage de violences physiques et ont utilisé des gaz lacrymogènes, en dépit de la présence des enfants et parents sur les lieux.

Il est intolérable que des arrestations arbitraires soient cautionnées et nous nous devons les dénoncer. Les rafles d'immigrés sont intolérables et doivent cesser !

La FSE paris I et IV condamne ces rafles et les arrestations ainsi que la répression subie par ceux qui luttent contre cette politique sécuritaire et indigne, elle condamne également les violences policières lors de ces rafles.

ARRET IMMEDIAT des poursuites ! Régularisation de tous les sans papiers !

8. Non à l'extradition d'Angelo (étudiant à Paris VIII) et de ses deux camarades ! Tous au procès d'Angelo !

NON A L'EXTRADITION D'ANGELO (ETUDIANT DE PARIS 8) ET SES DEUX CAMARADES !!!

LE PROCES DU 4, 5 ET 6 AVRIL N'EST PAS EQUITABLE : IL FAUT LE RENVOYER !!!

Angelo D'Arcangeli (*étudiant à l'Université de Paris VIII*), Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel sont en danger d'extradition vers l'Italie. Ils sont réprimés simplement parce que militants du (nouveau)Parti communiste italien.

DROITS POLITIQUES BAFOUES !

Contre ce parti les autorités italiennes mènent une véritable persécution politique cachée avec le prétexte de la « guerre au terrorisme » : des années '80 jusqu'à aujourd'hui 8 enquêtes pour « terrorisme » ont été déjà faites en Italie contre le (n)PCI, **toutes terminées par non-lieu**.

Dans l'année 2003 les autorités françaises collaborent à cet acharnement. Sur la demande des autorités italiennes, elle ont ouvert une enquête pour « terrorisme » contre le (n)PCI. Dans le cadre de cette enquête, Angelo et ses deux camarades ont fait, **en France, 40 mois** de « détention préventive » **EN ISOLEMENT plus 60 mois** de contrôle judiciaire avant de recevoir un **nouveau non-lieu** pour l'accusation de « terrorisme ».

C'EST L'EUROPE DE LA REPRESSION !

Maintenant les autorités italiennes veulent extrader les trois militants pour les enfermer **24 mois de plus** avant de les juger et re-prononcer un **nouveau non-lieu** pour « terrorisme ».

LE JUGE N'EST PAS IMPARTIAL !

Pour rendre le plus rapide possible leur extradition, les autorités françaises ont monté un **procès pas équitable pour le 4, 5 et 6 avril**.

Le juge, Mme Beauguin, a en effet :

- refusé de convoquer les 13 témoins présentés par les trois militants
- et a fait aussi pressions sur les avocats pour les intimider. Cette manœuvre a donné des résultats : un avocat a présenté sa démission.

MERCREDI 4 AVRIL à 8H30

TOUS AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS POUR FAIRE RENVOYER LE PROCES (CHAMBRE 16/2, METRO CITE) !!!

Comité d'Aide aux Prisonniers du (n)PCI – Paris, e-mail : cap-npci-paris@voila.fr
site : cap-npci.awardspace.com

9. Sarkozy annonce, s'il est élu, une loi dès juillet 2007 permettant aux facs de sélectionner leurs étudiants

Sur France 3 dimanche 18 mars - voir la vidéo <http://france-europe-express.france3.fr/29183658-fr.php> , et aller à "47 minutes" - Sarkozy a annoncé pour juillet 2007 une loi prévoyant pour les facs qui le "veulent" d'adopter un nouveau statut leur permettant de "choisir leurs étudiants", "choisir leurs enseignants", profiter de nouveaux financements, redéfinir la recherche en fonction des demandes extérieures, et adopter une nouvelle "gouvernance" (CA resserrés).

Dans cette émission, Sarkozy débattait avec Julie Coudry, présidente de la confédération étudiante ... ils étaient d'accord sur tout.

10. Mouvement étudiant grec (suite)

Ci-dessous une analyse du mouvement grec (jusqu'à aujourd'hui) par un étudiant grec présent sur place. Après un mouvement puissant au printemps dernier (avec l'occupation de la quasi-totalité des établissements d'enseignements supérieur : 420 sur 450) qui a fait reculer le gouvernement, ce dernier, avec l'appui de la « gauche » social démocrate (PASOK) est revenue à la charge en janvier 2007. La réforme prévoit (notamment) de changer la constitution pour permettre la création d'universités privées, de permettre l'intervention des flics sur les campus. En janvier, le mouvement est reparti très vite avec 350 établissements occupés (obligeant le PASOK à retirer son soutien au gouvernement). Le 8 mars, une manifestation à Athènes fut très violement réprimée (jour du vote de la réforme). Aujourd'hui, 200 établissements sont encore occupés, mais le mouvement décline avec la pression des examens et le vote de la loi.

On pourra lire aussi dans le journal de la LCR l'interview d'une militante d'une organisation de la gauche radicale (http://www.lcr-rouge.org/article.php3?id_article=5565) ; il semble néanmoins que cette militante déforme la réalité en affirmant que le mouvement n'a jamais été aussi fort et que la quasi-totalité des départements universitaires sont occupés.

A report on the Greek student movement of 2006- 2007

The university is an important factor in the regulation of youth mobility in Greece, as elsewhere. Young people that dream of a good life, or a career, study hard during high school, in order to get into university. From there, they wish for a degree, and a job.

During the last decade, things are going through a gradual change. **The rise of unemployment has struck a heavy blow on the young, as they have seen their dream vanishing into a black cloud of uncertainty.**

Public university education in Greece is on heavy decline during the last decade. Less and less money is spent for building and equipment. University teachers are facing wage cut backs, and temps are hired, creating big problems in many schools. At the same time, **the university and its professors are becoming more and more attached to the corporate and the market**, either because it serves them well, either because the university needs resources in order to survive, such that only the rich companies are willing to provide, for a price.

So the market university is a reality in Greece, and so is the precarity of the students' lives and future. In this situation, a wave of neoliberal reforms came to change the university even further towards the direction of the market. After all, **the university is one of the last refuges for the youth, a place to discuss, spend free time creatively, and study, away from the tense rhythms of high school or the labor market.**

At the end of May 2006, the education minister announced the coming of a new law for the universities. The law included many minor and major changes. Most of them are quite close to the Bologna convention, but also some Greek originalities. **Measures and deadlines would be introduced to kick students that failed exams out of university.** The universities had to adopt to a way of evaluation dictated by the government, make progress and development plans, according to the mandates of the corporate, since state funds are steadily decreasing. New school rules would be introduced, and in general, things were getting tougher on students and schools. **Free books for students were to be lessened etc.** On the contrary, no promise of funding or agreeing to any other demand of the students and professors was given. Furthermore, **it would be made easier for police to enter the university campus, a taboo in Greece since the fall of the coup in 1974, after the polytechnics revolt.**

This announced reform, in combination with the tough situation for students, set forth a chained explosion of university occupations all around the country, such that was not encountered for decades. **In a couple of weeks, almost all schools were occupied by the students.** Thousands of students took action for the first time. The schools were full of life, events were organized, and the demonstrations were huge, counting to dozens of thousands all over the country. **It was a really grassroots movement, since many of these people had never dealt with politics before in their live,** and yet they did everything they could to give life to school occupations and demos. Of course many student groups of all kinds (left, leftist, social democrats, autonomous

and anarchist) were involved. But they couldn't manipulate it. For example, the Stalinist student party, that is controlled by the greek communist party which is pretty big in Greece was left out because they didn't support the occupations.

The energy was amazing. At first, the government spoke about manipulated minorities, but the numbers were so big that they couldn't deny there is a problem.

After a couple of weeks of occupations, at the Athens demo of the 8th of June 2006, police hit the students with heavy repressions. Many were injured and a few arrested. The excuse was the heavy rioting that usually takes place during these demos, coming from small or bigger groups of people. The provocation was answered with even bigger demos from the students, and more occupations. Soon, almost no department was open. **The government retreated, promising that they wouldn't pass the law during summer.**

The things became calm for a couple of months in the universities. In September, exams took place normally, and the students failed to support the heavy strikes of primary school teachers demanding for better wages and more money for schools, that lasted for two months. The strike ended in a failure.

The scenery changed again in January, when the reform of the constitution procedure started. The right government, with the consent of the social democrat opposition, agreed on the need for reforms on educations, and promised to change the article number 16 of the constitution, that forbids the creation of universities by private entrepreneurs. Only the state is free to found a university.

Then, only in a few days, the students revolted again. it was surprising how fast and massive the new wave of occupations was. Almost 350 schools were occupied (on june it was 420, in a total of about 450 schools in Greece). Big demos were held. They were not as alive as in June, but they were equally big and even more politicized. The students were more experienced now. They discussed more and found better ways of organizing. Also, during the last months, many new grass root groups were created and new people joined in. They were more prepared this time. They asked for better funding and more independence for universities.

Then, something unbelievable happened. The main social democrat opposition party, withdrew from the constitution reform procedure. They found some silly excuse and said that they would no longer take part in the whole process, that included also other kinds of reforms. (Their support is necessary for a constitutional reform). The student movement had created a big crisis inside the party and in the whole political scenery. Everybody was talking about the students' issue, about the situation in highest education, although not always in a good way.

But the government, despite their failure, didn't withdraw. They accused the social democrats of hesitating and announced that they would pass the infamous reform law for the university. The situation there was bad for them, and that had to end.

The law was as bad as the former one and even worse. **They had added some extra, mostly on university funding and punishing students for occupations, by introducing a high maximum limit of teaching weeks (if less than 13 teaching weeks are accomplished, the semester would be lost).** The occupations were actually considered as a threat to the university. The asylum was now meant to protect only the right of work and study, not the freedom of expression and political action.

Everyone was very angry. But they were also tired. It had been a month of occupations, and many had gone home. But they had to keep it up. So the struggle continued.

Many were really frustrated because of the situation. **The schools were closed, and every week there was demos all over Greece, often with heavy rioting.** The greek society was polarized. The situation was very tense. Many asked for arrests of the rioters.

The policed replied to their demand, 9 months after the 8th of june demo. **On the 8th of march, the day that the new law was passed, the demo of 35.000 demonstrators in Athens was struck heavily by police brutality.** Hundreds were injured and 61 arrested, some with heavy accusations. Of course the police hit the student blocks, and not the individual rioters.

Everybody was furious with the heavy repression. Big demos were organized, especially in Athens, and all other kinds of actions. But the students and the people were tired. The propaganda has done its work. **The students were left alone and diminished, and the reform law was passed.**

At the moment, the 23rd of March, the occupations still go on in some schools, about 200, but they are decreasing. Probably by eastern vacation it will have vanished. **Students are worried about semesters and exams, the reform is now law of the country, and everything seems to go back to normal.** But the problems of the university are still here, as well as unemployment and precarity. No one knows what will happen In the future. no one is satisfied with the situation. And what of the dissenting students? Will they rise again? ...time will show...

11. Histoire du syndicalisme étudiant

Histoire du mouvement étudiant français :

http://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_du_mouvement_%C3%A9tudiant_fran%C3%A7ais

Sur la réforme LMD (et celles qui l'ont précédé) : <http://enluttes.over-blog.com/article-2867974.html> :

Par ailleurs, dans notre précédente lettre d'info, nous vous avions signalé l'existence du site <http://unef.org> sur l'histoire de l'UNEF entre 1971 et 2001.

Un des responsables de ce site (Emmanuel Lyasse) nous a fait connaître quelques perspectives de développement du site : archives de l'AGEL (Lille) qui pourront être scannées, archives de l'AGET-UNEF (ancêtre de l'AGET-FSE), archives de l'UGEM-UNEF, archives de Jussieu autour de 1990.

Par ailleurs, on pourra consulter le blog d'un ancien de l'UNEF Paris VIII : <http://design.pyeb.fr/> avec des tracts et des journaux.

Le site sera aussi enrichi de témoignages. Enfin, les anciens de l'UNEF (avant 2001) peuvent rejoindre une liste de discussion sur l'histoire de l'UNEF en envoyant un email à tombeau@unef.org

12. Informations en bref

12.1 : La confédération étudiante ment et les médias aux ordres reprennent ses mensonges

A la confédération étudiante, ils sont très forts ils annonçaient exactement 200 000 votants à leur référendum ... et ils affirment après qu'exactement 200 000 étudiants ont voté ! Les étudiants devaient indiquer s'ils étaient ou non favorables à ce que l'insertion des jeunes devienne la 3ème mission de l'université (en plus de l'enseignement et de la recherche). La Confédération Etudiante, en bon syndicat jaune, appuie le rapport Hetzel et fait passer une contre-réforme pour une grande avancée sociale. Faire croire que la trop grande autonomie des universités par rapport au patronat est responsable du chômage est une escroquerie monumentale.

Les médias aux ordres reprennent tous le chiffre donné par la confédération étudiante, comme s'il s'agissait d'une info vérifiée ... mais il ne fait aucun doute que c'est un mensonge énorme (mais plus c'est gros ...)

Imaginons que la confédération étudiante ait fait leur référendum sur 50 facs (c'est ce qu'ils disent). Il y a 1 400 000 étudiants qui étudient à l'université. 50 universités, c'est un peu plus de la moitié des facs. Disons pour être gentils que les référendums concernaient environ 800 000 étudiants potentiels.

Cela voudrait dire qu'il y a eu 25% de participation !! Rappelons que la participation moyenne aux élections aux conseils centraux est de 10%.

Personne de sérieux ne peut croire que 25% des étudiants inscrits dans les 50 facs où la CE aurait fait (le conditionnel est plus que de mise) un référendum, ont voté à leur référendum bidon.

12.2 : Sarkozy et Le Pen sur l'Ecole

http://www.ecoledemocratique.org/article.php3?id_article=392

12.3 : Viva Cuba ! Mon premier long voyage

http://www.ecoledemocratique.org/article.php3?id_article=393

12.4 : Gilles de Robien, bon élève de l'Europe

Extrait de <http://www.ecoledemocratique.org/>

Le ministre français de l'éducation, Gilles de Robien, vient de présenter le bilan de son action. Titre de son exposé, tenu à la Sorbonne : "Une école plus efficace et plus juste". Ce titre évoque à s'y méprendre celui du dernier document de la Commission européenne sur l'éducation : "Equité et efficacité des systèmes d'enseignement". Et il n'y a pas que le titre ! Gilles de Robien nous annonce en effet "une petite révolution" : "L'École et l'Entreprise étaient deux mondes un peu hermétiques l'un à l'autre. Maintenant ces deux mondes communiquent, ils collaborent". Pour en savoir plus, lisez donc le discours de de Robien, puis notre analyse du texte de la Commission. Eclairant !

Discours de Robien : <http://www.education.gouv.fr/cid4840/-une-ecole-plus-efficace-et-plus-juste.html>

12.5 : Urgence sur le Canal Saint Martin : nous sommes en grève de la faim pour la régularisation !

Communiqué de presse

Après la grève de la faim de 34 jours de 4 SDF sans-papiers sous les tentes du canal Saint-Martin (du 4 janvier au 7 février 2007), nous autres, SDF et sans-papiers, nous n'avons rien obtenu à ce jour.

Avant de pouvoir être relogés durablement, il nous faut obtenir une carte de séjour. Or le temps passe, le canal se vide petit à petit et nous ne voyons toujours rien venir.

Deux de nos collègues SDF sont morts, la semaine dernière, dans la nuit de jeudi à vendredi au canal Saint-Martin, un autre est mort le 19 mars à Strasbourg. Qui s'en émeut ? Nous n'acceptons plus l'indifférence des autorités face à notre inexistence, et même face à la mort.

Au moment même où ces événements dramatiques avaient lieu, nous, Nadir, Mohamed, Samir et Ahcène, étions déjà en grève de la faim sur le canal Saint-Martin depuis le 9 mars avec le soutien des Enfants de Don Quichotte dont nous faisons partie. Pour obtenir enfin notre régularisation mais pour attirer aussi l'attention sur la situation de tous les autres sans-papiers auxquels est refusé le simple droit à travailler et vivre dignement. Faudra-t-il que les pouvoirs publics nous obligent à mettre notre vie en jeu tous les uns après les autres pour que nous tous, sans-papiers, soyons enfin régularisés ?

Nous sommes aujourd'hui au 14ème jour de notre action face au n°90 du quai de Jemmapes et nous réclamons de toute urgence :

- ▶ la régularisation immédiate de tous les sans-papiers du canal Saint-Martin ;
- ▶ le relogement de tous les SDF avec ou sans papiers, qu'ils soient ou non sur le canal Saint-Martin à Paris ou dans d'autres grandes villes ;
- ▶ L'arrêt immédiat des rafles et des expulsions dont les sans-papiers font l'objet et qui se sont multipliées ces derniers temps notamment au voisinage du canal (République, Belleville, Gare de l'Est, etc.) ;
- ▶ L'accompagnement et le suivi effectifs des SDF qui en éprouvent le besoin (alcooliques, malades, handicapés, femmes isolées, etc.).

Le silence actuel autour des sans-papiers, des SDF, nous étouffe, nous tue !

Nadir, Mohamed, Samir, Hacène Fait à Paris, le 22 mars 2007.

Contacts : Nadir 06 50 26 08 48, Mohamed 06 22 76 34 13, Samir 06 80 22 02 97 et Ahcène 06 80 53 98 57